

de douze années de fers, lorsqu'il aura été commis dans la personne d'une fille âgée de moins de quatorze ans accomplis, ou lorsque le coupable aura été aidé dans son crime par la violence et les efforts d'un ou de plusieurs complices.

(191) ANCIEN ART. 333. La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(192) CÓDIGO PENAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. I.

ART. 33. Toute personne engagée dans les liens du mariage, qui en contractera un second avant la dissolution du premier, sera punie de douze années de fers. En cas d'accusation de ce crime, l'exception de la bonne foi pourra être admise, lorsqu'elle sera prouvée.

(193) ANCIEN ART. 344. Dans chacun des trois cas suivants:—1^o Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique;—2^o Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de la mort;—3^o S'il a été soumis à des tortures corporelles,—Les coupables seront punis de mort.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(194) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección I.

ART. 32. Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement détruit la preuve de l'état civil d'une personne, sera puni de la peine de douze années de fers.

(195) DECR. additionnel 19 déc. 1792, concernant le mode de constater l'état civil des citoyens par les municipalités, sect. I.

ART. 1. Les personnes désignées par le décret du 20 septembre dernier pour faire les déclarations de naissance et de décès, seront tenues de faire ces déclarations dans les trois jours de la naissance et du décès, sous peine de prison, qui sera prononcée par voie de police correctionnelle, et ne pourra excéder deux mois pour la première fois, et six mois en cas de récidive; sauf les pour-

rá de doce años de grillete, cuando se haya cometido en la persona de una niña, de menos de catorce años cumplidos, ó cuando el culpable haya sido ayudado en su crimen, por la violencia y los esfuerzos de uno ó varios cómplices.

(191) ANTIGUO ART. 333. La pena será la de trabajos forzados perpetuos, si los culpables son de la clase de los que tienen autoridad sobre la persona hacia la cual han cometido el crimen; si fueren sus preceptores ó sus sirvientes a sueldo, ó si fueren funcionarios públicos ó ministros de un culto, ó si el culpable sea el que fuere, haya sido ayudado en su crimen por una ó varias personas.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(192) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección I.

ART. 33. Toda persona que estando empeñada en los lazos del matrimonio contraiga otro antes de la disolución del primero, se castigará con doce años de grillete.—En caso de acusación de este crimen, podrá admitirse la excepción de buena fe, cuando se pruebe.

(193) ANTIGUO ART. 344. En cada uno de los tres casos siguientes:—1^o Si la aprehension se ha efectuado con traje falso, bajo un nombre supuesto, ó con una orden falsa de la autoridad pública;—2^o Si el individuo aprehendido, detenido ó sentenciado, ha sido amenazado con la muerte;—3^o Si ha sido sometido a tormentos corporales.—Los culpables se castigarán con pena de la vida.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(194) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección I.

ART. 32. Cualquiera que sea convencido de haber destruido voluntariamente la prueba del estado civil de alguna persona, se castigará con la pena de doce años de grillete.

(195) DECR. adicional de 19 de Diciembre de 1792, concerniente al modo de comprobar el estado civil de los ciudadanos por las municipalidades, sección I.

ART. 1. Las personas designadas por el decreto de 20 de Setiembre último, para hacer las declaraciones de nacimiento y de defunción, estarán en la obligación de verificarlas en los tres primeros días del nacimiento y de la defunción, so pena de prisión, que se pronunciará por vía de policía correctional, que no podrá exceder de dos veces, y seis meses en caso de reincidencia;

suites criminelles en cas de suppression, d'enlèvement ou de défaut de représentation de l'enfant, ou de recèlement du décès. Les déclarations de décès seront faites avant l'inhumation, à peine de prison, comme il est dit ci-dessus.

(196) L. 27 frimario año V [17 déc. 1796], relative aux enfans abandonnés.

ART. 1^o. Les enfans abandonnés, nouvellement nés, seront reçus gratuitement dans tous les hôpitaux civils de la République.

5. Celui qui portera un enfant abandonné ailleurs qu'à l'hospice civil le plus voisin, sera puni d'une détention de trois décades par voie de police correctionnelle: celui qui l'en aura chargé sera puni de la même peine.

(197) CÓDIGO PENAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. I.

ART. 31. Quiconque aura été convaincu d'avoir, par violence et à l'effet d'en abuser ou de la prostituer, enlevé une fille au-dessous de quatorze ans accomplis, hors de la maison des personnes sous la puissance desquelles est ladite fille, ou de la maison dans laquelle lesdites personnes la font élire ou l'ont placée, sera puni de la peine de douze années de grillete.

(198) CÓDIGO PENAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. III.

ART. 4. Quiconque sera convaincu d'avoir caché et reçue le cadavre d'une personne homicide, encore qu'il n'ait pas été complice d'homicide, sera puni de la peine de quatre années de détention.

(199) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección II.

ART. 48. Quiconque sera convaincu du crime de faux témoignage dans un procès criminel, sera puni de la peine de vingt années de fers; et de la peine de mort, s'il est intervenu condamnation à mort contre l'accusé dans le procès duquel aura été entendu le faux témoin.

(200) ANCIEN ART. 362. Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(201) ANCIEN ART. 363. Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni de la peine

cidencia; salvo las diligencias criminales en caso de supresión, de rapto ó de falta de presentación del niño, ó de ocultación del fallecimiento. Las declaraciones de fallecimiento se harán antes de la inhumación, so pena de prisión, como se dice arriba.

(196) L. 27 frimario año V [17 de Diciembre de 1796], relativa á los niños abandonados.

ART. 1^o. Los niños abandonados recién nacidos, serán recibidos gratuitamente en todos los hospitales civiles de la República.

5. El que llevare á un niño abandonado á otra parte que no sea al hospicio civil mas inmediato, será castigado con una detención de treinta días por vía de policía correcional: el que se lo haya encargado se castigará con la misma pena.

(197) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección I.

ART. 31. Cualquiera que sea convencido de haber sacado una niña menor de catorce años cumplidos, fuera de la casa de las personas bajo cuyo poder estuviere, ó de la casa en que dichas personas la hagan educar ó la hayan puesto, valiéndose para ello de la violencia y á fin de abusar de ella ó de prostituirla, se castigará con la pena de douce años de grillete.

(198) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. III.

ART. 4. Cualquiera que sea convencido de haber ocultado ó receptado el cadáver de una persona asesinada, aun cuando no haya sido cómplice del homicidio, se castigará con la pena de cuatro años de detención.

(199) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección II.

ART. 48. Cualquiera que sea convencido del crimen de falso testimonio en un proceso criminal, se castigará con la pena de veinte años de grillete, y con la de muerte, si ha intervenido sentencia de muerte contra el acusado en cuyo proceso se ha oido el testigo falso.

(200) ANCIEN ART. 362. Cualquiera que sea culpable de falso testimonio en materia correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(201) ANCIEN ART. 363. El culpable de falso testimonio en materia civil, se castigará con la pena

portée au précédent article.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 47. Quiconque sera convaincu du crime de faux témoignage en matière civile, sera puni de la peine de six années de gêne.

(202) ANCIEN ART. 364. Le faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps.—Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(203) ANCIEN ART. 365. Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de réclusion; aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le faux témoignage emportera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la déportation, et à la peine de mort, lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(*) Les articles 367, 368, 369, 370, 371, 372, 374, 375 et 377, rapportés ci-dessous, ont été abrogés par la loi du 17 mai 1819, qui elle-même a été modifiée par celle du 25 mars 1822.—Voyez Supp. Presse.

ART. 367. Sera coupable du délit de calomnie, celui qui, soit dans des lieux ou réunions publiques, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens.

La présente disposition n'est point applicable aux faits dont la loi autorise la publicité ni à ceux que l'auteur de l'imputation était, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, obligé de révéler ou de reprimer.

368. Est réputée fausse, toute imputation à l'appui de laquelle la preuve légale n'est point rapportée. En conséquence, l'auteur de l'imputation ne sera pas admis, pour sa défense, à demander que la preuve en soit faite: il ne pourra pas non

na señalada en el artículo anterior.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Septiembre 6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, sección II.

ART. 47. Cualquier que sea convencido de falso testimonio en materia civil, se castigará con seis años de mortificación.

(202) ANTIGUO ART. 364. El testigo falso en materia correctional, de policía ó civil, que haya recibido dinero, una recompensa ó promesas, se castigará con trabajos forzados por tiempo.—En todos los casos se confiscará lo que haya recibido el testigo falso.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832 art. 12,

(203) ANTIGUO ART. 365. El culpable de soborno de testigos, se condenará á la pena de trabajos forzados á tiempo, si el falso testimonio que ha sido objeto de él, mereciere la pena de la reclusión: á trabajos forzados perpetuos, cuando el falso testimonio mereza la pena de trabajos forzados por tiempo ó la de deportación; y á la de muerte, cuando mereza la de trabajos forzados perpetuos ó la pena capital.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(*) Los artículos 367, 368, 369, 370, 371, 372, 374, 375 y 377, abajo citados, han sido derogados por la ley de 17 de Mayo de 1819, la que está modificada por la de 25 de Marzo de 1822. Véase Supp. Presa.

ART. 367. Será culpable del delito de calumnia el que, ya en lugares ó reuniones públicas, ya en un auto auténtico y público, ya en un escrito impreso que se haya fijado, vendido ó distribuido, haya imputado á un individuo cualquiera, hechos que, si existieren, espondrian á aquel contra quien se han articulado, á diligencias criminales ó correctionales, ó que solo lo espusiesen al desprecio ó al odio de los ciudadanos.

La presente disposición no es aplicable á los hechos cuya publicación autoriza la ley, ni á los que el autor de la imputación estuviere, por la naturaleza de sus funciones ó de sus deberes, obligado á revelar ó reprimir.

368. Se reputa falsa toda imputación en cuyo apoyo no se presente la prueba legal. En consecuencia, al autor de la imputación no se le admitirá para su defensa, el pedir que se haga la prueba. Tampoco podrá alegar como medio de discul-

plus alléguer comme moyen d'excuse que les piéces ou les faits sont notoires, ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers étrangers ou d'autres écrits imprimés.

369. Les calomnies mises au jour par la voie de papiers étrangers pourront être poursuivies contre ceux qui auront envoyé les articles ou donné l'ordre de les insérer, ou contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers en France.

370. Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé vrai, l'auteur de l'imputation sera à l'abri de toute peine.

Ne sera considérée comme preuve légale, que celle qui résultera d'un jugement ou de tout autre acte authentique.

371. Lorsque la preuve légale ne sera pas rapportée, le calomniateur sera puni des peines suivantes:

Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

Dans tous les autres cas, l'emprisonnement sera d'un mois á six mois, et l'amende de cinquante francs á deux mille francs.

372. Lorsque les faits imputés seront castigables suivant la loi, et que l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, il sera, durant l'instruction sur ces faits, sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie.

374. Dans tous les cas, le calomniateur sera, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

375. Quant aux injures ou aux expressions outrageantes qui ne renfermeraient l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publiques, ou insérées dans des écrits imprimés ou non, qui auraient été répandus et distribués, la peine sera d'une amende de seize francs á cinq cents francs.

377. A l'égard des imputations et des injures qui seraient contenues dans les écrits relatifs á la défense des parties, ou dans les plaidoyers, les jueces saisis de la contestation pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures ou des écrits injurieux, ou faire des injonctions

pa, que los documentos ó los hechos son notorios ó que las imputaciones que dieron lugar á las diligencias, están copiadas ó extractadas de papeles extranjeros ó de otros escritos impresos.

369. Las calumnias publicadas por la vía de papeles extranjeros podrán ser perseguidas contra los que hubieren enviado los artículos ó dado la orden de insertarlos, ó hayan contribuido á la introducción ó á la distribución de esos papeles en Francia.

370. Cuando el hecho imputado fuere legalmente probado ser cierto, el autor de la imputación quedará al abrigo de toda pena.

Solo se considerará como prueba legal, la que resulte de una sentencia ó de cualquier otro auto auténtico.

371. Cuando no se presentare la prueba legal, el calumniador será castigado con las penas siguientes:

Si el hecho imputado es de tal naturaleza que merezca la pena de muerte, trabajos forzados perpétuos ó de deportación, el culpable se castigará con prisión de dos á cinco años y con una multa de doscientos á cinco mil francos.

En los demás casos, la prisión será de uno á seis meses y la multa de cincuenta á dos mil francos.

372. Cuando los hechos imputados fueren castigables según la ley, y que el autor de la imputación los haya denunciado, se suspenderá durante la instrucción sobre estos hechos, la persecución y el juicio del delito de calumnia.

374. En todos los casos, el calumniador estará desde el día en que haya sufrido la pena, privado durante cinco años á lo menos y de diez á lo más, de los derechos mencionados en el artículo 42 del presente Código.

375. En cuanto á las injurias ó expresiones afrentosas que no comprendan la imputación de algun hecho exacto, sino la de un vicio determinado, si se hubieren proferido en lugar ó reuniones públicas, ó insertas en escritos impresos ó no impresos que hayan sido difundidos y distribuidos, la pena será de una multa de diez y seis á quinientos francos.

377. Con respecto á las imputaciones é injurias que contengan los escritos relativos á la defensa de las partes ó los alegatos, los jueces que conozcan de la contestación, podrán, al juzgar la causa, ó pronunciar la supresión de las injurias ó escritos injuriosos, ó hacer prevenciones á los autores del

aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions, et statuer sur les dommages-intérêts.

La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois: en cas de récidive, elle sera d'un an au moins et de cinq ans au plus.

Si les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, et que les juges saisis de la contestation ne puissent connaître du délit, ils ne pourront prononcer contre les prévenus qu'une suspension provisoire de leurs fonctions, et les renverront, pour le jugement du délit, devant les juges compétents.

(204) ANCIEN ART. 381. Seront punis de la peine de mort les individus coupables de vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes: (*le reste comme le texte actuel*).—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit II, sect. II.

ART. 1. Tout vol commis à force ouverte ou par violence envers les personnes sera puni de dix années de fers.

2. Si le vol à force ouverte et par violence envers les personnes est commis, soit dans un grand chemin, rue ou place publique, soit dans l'intérieur d'une maison, la peine sera de quatorze années de fers.

3. Le crime mentionné en l'article précédent sera puni de dix-huit années de fers, si le coupable s'est introduit dans l'intérieur de la maison ou du logement où il a commis le crime, à l'aide d'effraction faite par lui-même ou par ses complices aux portes et clôtures, soit en ladite maison, soit dudit logement, ou à l'aide de fausses clefs, ou en escaladant les murailles, toits ou autres clôtures extérieures de ladite maison, ou si le coupable est habitant ou commensal de ladite maison, ou reçu habituellement dans ladite maison, pour y faire un travail ou un service salarié, ou s'il y était admis à titre d'hospitalité.

4. La durée de la peine des crimes mentionnés aux trois articles précédents, sera augmentée de quatre années par chacune des circonstances suivantes qui s'y trouvera réunies:—La première, si le crime a été commis la nuit;—La deuxième, s'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;—La troisième, si le coupable ou les coupables du dit crime étaient porteurs d'armes à feu ou de toute autre arme meurtrière.

delito, ó suspenderlos de sus funciones y decidir sobre los daños y perjuicios.

La duracion de esta suspencion no podrá pasar de seis meses: en caso de reincidencia, será de un año á lo menos y de cinco á lo mas.

Si las injurias ó escritos injuriosos tuvieren el carácter de calumnia grave y que los jueces que conozcan de la contestación, no pudieren conocer del delito, solo podrán pronunciar contra los acusados una suspencion provisoria de sus funciones, y los consignarán para la sentencia del delito ante los jueces competentes.

(204) ANTIGUO ART. 381. Serán castigados con la pena de muerte, los individuos culpables de robos cometidos con la reunion de las cinco circunstancias siguientes: (*Lo demás como el texto actual*). *Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre-6 de Octubre de 1791, part. 2^e, tit. II, sección II.

ART. 1. Todo robo cometido á viva fuerza ó con violencia hacia las personas, se castigará con diez años de grillete.

2. Si el robo á viva fuerza ó con violencia hacia las personas, se comete en un camino real, calle ó plaza pública ó en el interior de una casa, la pena será de catorce años de grillete.

3. El crimen mencionado en el artículo anterior se castigará con diez y ocho años de grillete, si el culpable se hubiere introducido en el interior de la casa ó del alojamiento donde ha cometido el crimen, por medio de fractura hecha por sí mismo ó por sus cómplices á las puertas y cercados, ya sea en dicha casa ó ya en el mencionado alojamiento, ó por medio de llaves falsas ó escalando las paredes, techos ó otros cercados exteriores de dicha casa, ó si el culpable fuere habitante ó comensal de ella, ó recibido habitualmente en dicha casa para hacer en ella una obra ó un servicio asalariado, ó si era admitido en ella á título de hospitalidad.

4. La duracion de la pena de los crímenes mencionados en los tres artículos anteriores, se aumentará con cuatro años por cada una de las circunstancias siguientes que se hallare reunida:—La primera, si el crimen ha sido cometido en la noche;—La segunda, si se ha cometido por dos ó varias personas;—La tercera, si el culpable ó los culpables de dicho crimen, eran portadores de armas de fuego ó de cualquiera otra arma homicida.

5. Toutefois, la duré de peines des crimes mentionnés aux quatre articles précédens ne pourra excéder vingt-quatre ans, en quelque nombre que les circonstances aggravantes s'y trouvent réunies.

(205) ANCIEN ART. 382. Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité, tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.—Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(206) ANCIEN ART. 383. Les vols commis dans les chemins publics emporteront également la peine des travaux forcés à perpétuité.

(207) CÓDIGO PENAL, 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 6. Tout autre vol commis sans violence envers les personnes, à l'aide d'effraction faite, soit par le voleur, soit par son complice, sera puni de huit années de fers.

7. La duración de la pena dudit crimen se aumentará de dos años par chacuna de las circunstancias siguientes que se hallaren reunidas en él:—La primera, si la fractura se ha hecho en las puertas ó cercados exteriores de las fábricas, casas ó edificios;—La segunda, si el crimen se ha cometido en una casa actualmente habitada ó que sirva de habitación;—La tercera, si el crimen se ha cometido de noche;—La cuarta, si ha sido cometido por dos ó varias personas;—La quinta, si el culpable ó los culpables fueren portadores de armas de fuego ó de cualquiera otra arma homicida.

8. Cuando se haya cometido el robo con fractura interior en una casa, por una persona habitante ó comensal de ella, ó recibida habitualmente en dicha casa para hacer en ella un servicio ó un trabajo asalariado, ó que sea admitida á título de hospitalidad, dicha fractura será castigada como esterior, y el culpable incurrá en la pena señalada en los artículos anteriores, por razón de la circunstancia de fractura exterior.

9. El robo cometido por medio de llaves falsas, se castigará con la pena de ocho años de grillete